

Evreux, le 31 mars 2009

Deux débats et actions à mener pour peser sur la situation actuelle :

Le terrain syndical et le terrain politique.

Administrateur salarié d'une multinationale de 160 000, FT, dont la moitié du Chiffre d'affaires se réalise hors France, je sais de quoi je parle. Des profits toujours en hausse, des actionnaires choyés par un doublement du dividende en 4 ans et par contre 20 000 emplois supprimés sur cette même période des salariés malmenés, des usagers de moins en moins bien respectés et servis.

Les entreprises et grands Groupes et donc les salariés sont pris sous plusieurs feux dans l'entreprise et sur les choix politiques:

1. **Dans l'entreprise**, c'est la syndicalisation et un syndicat puissant qui peuvent faire la différence. De nouveaux droits d'intervention bien en amont des décisions s'avèrent vitaux pour qu'employeurs et actionnaires ne soient pas les seuls à décider de la pluie et du beau temps. Contrairement à ce qui est dit, ces gens là ne savent pas gérer une entreprise pour la rendre viable, durable, sociale et plus globalement au service de l'intérêt général. Il devrait y avoir des administrateurs élus par les salariés dans tous les Conseils d'administration des groupes, filiales et PME. C'est là que ce décide la stratégie de l'entreprise. Des droits de suspension de licenciements par exemple devraient exister à l'initiative des salariés dans toutes les instances représentatives de personnel tant que d'autres solutions n'ont pas été étudiées, mises en œuvre. Une entreprise a un lien social direct avec l'environnement, une zone industrielle, une ville, un département, une région, un pays, un continent. Rien n'est neutre lorsque qu'une entreprise ouvre ou ferme. Infrastructures routières, transports collectifs, logements, écoles, loisirs, cultures, emplois induits.

Actuellement, les grands groupes sont internationaux le siège social est parfois hors France sont totalement sous l'emprise des marchés boursiers.

De plus, la rémunération des dirigeants est basée sur des politiques et des choix stratégiques à court terme : chiffre d'affaires, taux de rentabilité, octroi d'un dividende, valeur actionnariale de l'entreprise et non plus valeur industrielle de l'entreprise.

Pour mener cette politique, pas de mystère : il y a quatre variables d'ajustements, l'emploi, la rémunération, l'investissement et ce qu'on oublie souvent la recherche.

L'emploi : il s'agit de rationaliser l'activité industrielle sur quelques sites stratégiques, d'utiliser un maximum d'emplois précaires pour être utilisable ou jetable selon les besoins. C'est aussi externaliser l'activité pour éloigner la prise de risque, délocaliser, sous traiter. Des milliers

d'emplois par le biais de PME sont ainsi mis sous pression par les donneurs d'ordres.

La rémunération : une part du salaire brut au plus bas niveau, une part variable de plus en plus conséquente et tributaire des résultats financiers des entreprises et non prise en compte pour la retraite.

Les investissements : aucune logique de développement à long terme. La logique veut qu'un outil de travail soit rentabilisé sur quelques mois, quelques années alors qu'auparavant, les durées d'amortissement lourds atteignaient dix, quinze, vingt ans. Aucune prise de risque sous peine d'être sanctionné par les actionnaires.

La recherche et le développement : c'est le poumon d'une entreprise puisque c'est ce qui lui permet d'assurer son avenir. Des coupes sombres ont été opérées. Dans un système économique fortement concurrentiel, c'est la R&D qui fait la différence. Trop souvent, les entreprises vivent sur un matelas de brevets. La R&D est remplacé par du marketing et de l'innovation. On change la forme, l'emballage. Une bonne campagne de pub et le tour est joué. Ca marche un temps puis très vite, l'entreprise est dépassée et la catastrophe commence.

2. **Sur les choix politiques**, l'origine de la crise a des racines profondes. Tous les gouvernements successifs, ont favorisé une financiarisation de l'économie. Des réformes structurelles ont été mises en place pour déréglementer, privatiser, libéraliser l'économie et créer les conditions propices pour une mise en concurrence nationale et internationale des salariés. L'Europe et la monnaie unique se sont construites sur ces bases et sans contre pouvoir pour les salariés. S'y est ajouté le développement fulgurant des nouvelles technologies largement utilisée pour la circulation des capitaux spéculatifs et comme justificatifs aux réorganisations des entreprises. Les résultats, c'est que 13% des salariés occupent un emploi précaire, plus de un million sont au RMI, bientôt plus de 2,5 millions seront au RSA. Pour un ménage moyen, les charges incompressibles et contraintes de charge familiales sont passées de 52,1% en 2001 à 73,8%. 712 000 ménages sont en situation de surendettement. 3 318 500 personnes sont mal logées. S'y ajoute 6 millions de personnes en situation de réelle fragilité de logement à court et moyen terme selon le rapport 2008 de la fondation Abbé-Pierre.

3. Sur les alternatives

Il y a un virage à prendre pour stopper cette machine infernale dans et hors entreprise, syndicalement et politiquement. A Évreux et ailleurs nous le voyons bien, chaque entreprise privée qui ferme est un drame. Pour le salarié et sa famille évidemment mais aussi pour les emplois induits que cela représente.

Même raisonnement pour les services et emplois publics. Moins d'enseignants, de postiers, d'infirmières, c'est moins d'efficacité sociale et au total plus de coûts induits.

C'est la raison pour laquelle le Parti Communiste prend des initiatives ou s'associe comme ce soir pour créer les conditions d'autres choix politiques à tous les niveaux. Je suis persuadé que ce sont par de multiples initiatives locales répétées et regroupant salariés publics/privés, chômeurs, précaires, jeunes et retraités s'inscrivant évidemment aussi dans chaque étape.

- a) Un premier travail pourrait consister à mener des actions fortes envers les entreprises qui ont bénéficiées d'aides publiques et qui aujourd'hui licencient sans complexe. Rappelons au niveau régional et national, les élus communistes exigent une transparence sur l'utilisation et l'efficacité de l'octroi de fonds publics.
- b) Un deuxième travail serait de poursuivre et amplifier les actions locales visant à renforcer le service public. Je pense en particulier à l'enseignement, la Poste, l'hôpital, les télécoms, l'inspection du travail. Le collectif départemental pour la défense et l'amélioration des services publics réunissant syndicats et partis politiques est l'outil adéquat.
- c) Un troisième travail serait de décider avant le 1^{er} mai une puissante manifestation ville morte avec pour thème l'emploi sur Évreux et son agglomération peut être même l'Eure un jour de semaine ou un samedi.
- d) Un quatrième travail, réussir le 1^{er} mai syndicalement et politiquement, chacun tenant son rôle en totale indépendance.
- e) Un cinquième travail, sans doute le plus difficile, ce sont les élections européennes de juin dont on parle peu et qui peuvent être un véritable tremplin pour mettre sur rail une autre politique nationale et européenne. Si les syndicats ont réussi à se mettre d'accord sur trois initiatives le 29 janvier, le 19 mars puis le 1^{er} mai, force est de reconnaître que les partis politiques partent divisés et sur des questions de fond pas simplement de forme. C'est ainsi que le Parti Communiste fera alliance avec des personnalités et le Parti de Gauche. L'objectif consiste à mener un débat politique pour de véritables alternatives à gauche en Europe et d'avoir pour chaque région au moins un député européen. Si la droite sort renforcée de ce scrutin, ce ne sera pas forcément un quitus donné à Sarkozy mais parce que la gauche n'aura pas réussi à convaincre qu'elle pouvait faire mieux. Je pense sincèrement que pour réussir nationalement à gauche, les initiatives politiques locales comme aujourd'hui sont importantes car elles permettent de lever des obstacles et pourquoi pas à terme de travailler ensemble durablement dans le sens de l'intérêt général nationalement.